

**OBJET : VOIRIE** - Réglementation temporaire du stationnement et de la circulation dans l'agglomération de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS

## Rue Charles Péguy

La **MAIRE** de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28 et l'article L.113-2 ;

**VU** le code de la voirie routière et notamment son article L141-3 ;

**VU** l'article L. 2122-17 du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du Livre I, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;

**VU** la circulaire 96-14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

**CONSIDERANT** la demande présentée le **10 mai 2024 par la société WIAME VRD**, il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles pour faciliter les **travaux d'aménagement du Carrefour rue Charles Péguy / Allée Brigitte Bonjour** ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires afin de permettre à la **société WIAME VRD** d'exécuter les travaux cités ci-dessus et qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents chargés de l'exécution des travaux.

## ARRÊTE

**Du 15 au 26 juillet 2024 de 7h30 à 17h00**, les mesures suivantes sont applicables  
**Rue Charles Péguy**

ARTICLE 1 :

**Le stationnement des véhicules au droit du chantier (du n° 29 au n° 33) est interdit.**

ARTICLE 2 :

**La circulation des véhicules est interdite du n° 29 au n° 33 rue Charles Péguy.**

ARTICLE 3 :

**Une déviation empruntant la RD 129 et la RD 140 est installée de la rue François Daru jusqu'à la rue Pierre Charton.**

ARTICLE 4 :

**La circulation des piétons est déviée selon l'avancement du chantier.**

ARTICLE 5 :

**L'arrêt de bus des Coteaux dit « cité nouvelle », situé 27 rue Charles Péguy, est supprimé.**

**ARTICLE 6 :**

La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire sera assurée par l'entreprise **WIAME VRD, 15 rue du Hainault - Z.I. - 77260 Sept-Sorts (tel : 01 60 24 40 30).**

**ARTICLE 7 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :**

Le responsable de l'entreprise est dans l'obligation de faire distribuer copie du présent arrêté dans les immeubles riverains.

**ARTICLE 10 :**

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Seine et Marne est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes mesures propres à assurer la circulation et la sécurité publique.

**ARTICLE 10 :** Ampliation du présent arrêté est adressée à

- M. le directeur Départemental de la Sécurité Publique [REDACTED]
- M. le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours [REDACTED]
- Madame la Responsable de l'Agence Routière Départementale de Meaux-Villenoy [REDACTED]
- Madame la Responsable de la collecte de la CAPM [REDACTED]
- L'ASVP de la Commune [REDACTED]
- Monsieur le responsable de la société de transport Viabus [REDACTED]
- Madame Loureiro de la société de transport Transdev [REDACTED]
- Monsieur Bellec de la société de transport Transdev [REDACTED]
- Madame Naima Bekhti, principale du collège de Charny [REDACTED]
- La direction des transports, service de l'offre scolaire [REDACTED]
- **Monsieur Nicolas Favier, société WIAME VRD** [REDACTED]
- **Monsieur Hugo DE CLERCK, société WIAME VRD** [REDACTED]

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Chauconin-Neufmontiers, le 22 mai 2024

La Maire,  
Marie Léal



Notifié le 23 mai 2024

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun (77000) 43 rue du Gal de Gaulle dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).